|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | Mme / M.(1) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  à  Mme la directrice / Monsieur le directeur \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  S / C Monsieur COLLET  Inspecteur de l’Education Nationale  Circonscription de Mornant Sud |
| **Affaire suivie par les conseillers pédagogiques départementaux EPS**  Téléphone :  04.72.80.69.94  Télécopie :  04.72.71.46.85  Mél.  [ce.ia69-cpdeps@ac-lyon.fr](mailto:Xxx@ac-lyon.fr)  Site internet :  <http://www.ia69.ac-lyon.fr>  **21, rue Jaboulay**  **69309 Lyon cedex 07** | **Attestation sur l’honneur**  Je soussigné, Mme/ M.(1) souhaite apporter mon concours à l’activité physique et sportive suivante(2) :  dans l’école(3) :  située dans la commune de(4) :  J’atteste sur l’honneur avoir pris connaissance du décretn° 2017-766 du 4-5-2017, paru au *JORF* n° 0107 du 6-5-2017, relatif à l'agrément des intervenants extérieurs apportant leur concours aux activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques et reconnaître que :   * Je n’ai jamais fait l’objet d'une condamnation pour un crime ou un délit incompatible avec une intervention auprès d'élèves mineurs.   Je reconnais également que je ne fais pas l’objet :   * d'une mesure administrative d'interdiction d'exercer auprès de mineurs ou d'une injonction de cesser d'exercer l'enseignement, l'animation ou l'encadrement d'une activité physique ou sportive ou l'entraînement de ses pratiquants mineurs sur le fondement de l'[article L 212-13 du code du sport](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071318&idArticle=LEGIARTI000006547579&dateTexte=&categorieLien=cid) ; * d'une mesure administrative d'interdiction temporaire ou permanente ou d'une suspension d'exercer une fonction particulière ou quelque fonction que ce soit auprès de mineurs dans le cadre d'un accueil de mineurs sur le fondement de l'[article L 227-10 du code de l'action sociale et des familles](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074069&idArticle=LEGIARTI000006796937&dateTexte=&categorieLien=cid).   Je certifie, en outre, avoir été informé(e) par M. / (Mme) le / (la) directeur / (trice) de l’école pour laquelle je sollicite mon agrément que mon intervention est conditionnée à la transmission par mes soins de la photocopie d’une pièce d’identité et des données personnelles contenues dans le tableau joint, nécessaires à la consultation du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles par les services de la direction des services départementaux de l’éducation nationale du Rhône.    Enfin, je reconnais avoir pris connaissance des motifs qui pourraient conduire au retrait de l’agrément qui pourrait m’être accordé, à savoir :   * faire l’objet d’une condamnation ou d’une mesure administrative telles que celles citées ci-dessus ; * adopter au cours de mon intervention une conduite qui perturberait le bon fonctionnement du service public de l'enseignement ou qui serait de nature à constituer un trouble à l'ordre public ou qui serait susceptible de constituer un danger pour la santé ou la sécurité physique ou morale des mineurs.   Dans ce dernier cas, j’ai été informé(e) du fait que mon agrément sera immédiatement retiré par l’inspecteur d’académie – directeur académique des services de l’éducation nationale du Rhône, agissant sur délégation du recteur de l’académie de Lyon.  En cas de fausses déclarations, je m’expose aux sanctions pénales prévues par les articles 441-1 et 441-7 du code pénal.  Fait à , le  Signature  Nom et prénom(1)  (1) Nom et prénom de la personne sollicitant l’agrément. Attention, les femmes mariées doivent indiquer leur nom d’usage.  (2) Activité sportive pour laquelle l’agrément est sollicité : natation, vélo, escalade non encordée, voile, autre activité physique et sportive.  (3) Nom de l’école.  (4) Commune d’implantation de l’école. | |